

Avenir de Radio-Canada : la FQM souhaite le maintien d'une présence médiatique essentielle aux régions

Grandement préoccupée par le constant effritement de la présence médiatique en région, la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM) choisit de se joindre au cri du cœur lancé récemment par Bernard Derome et donne son appui à la coalition SOS Radio-Canada. C'est qu'aux yeux de la FQM et de ses quelque 1000 municipalités et MRC membres, Radio-Canada, par l'entremise de ses différentes stations disséminées partout sur le territoire, assure une couverture de l'information qui s'avère vitale à la vie démocratique et à l'épanouissement des régions du Québec.

Concentration de la presse, convergence, difficultés des médias écrits dans le nouveau contexte d'Internet, voilà autant de phénomènes inquiétants auxquels les citoyens assistent impuissants et qui se traduisent dans les faits par une certaine montréalisation de l'information et une désaffection des régions par les médias privés écrits et électroniques.

Aujourd'hui, il n'est pas question pour les élus municipaux d'être passifs, alors que la menace s'étend au réseau public de Radio-Canada. On ne saurait exagérer l'importance de la société d'État pour nos régions. Alors que les médias nationaux tendent à désertir pour des raisons de rentabilité, Radio-Canada est toujours très présente sur le territoire. Ses journalistes traitent différents sujets d'intérêt qui, autrement, ne trouveraient aucun écho.

Je pense, par exemple, à la récente décision du ministère des Ressources naturelles et de la Faune d'augmenter le prix plafond consenti pour l'énergie produite dans le cadre du bloc d'énergie éolienne communautaire. Dans les jours qui ont suivi, cette nouvelle, pourtant très attendue de la part des régions puisqu'elle assure en quelque sorte la participation des communautés au développement d'une filière énergétique de première importance pour l'avenir du Québec, n'a été traitée par aucun média national. Seule Radio-Canada l'a reprise par l'intermédiaire, notamment, de ses stations au Bas-Saint-Laurent et sur la Côte-Nord.

Comme nous l'avons fait valoir l'an dernier dans le cadre de notre participation à la tournée du Conseil de presse sur l'avenir de l'information en région, le traitement médiatique a une grande influence, notamment, sur la perception qui est véhiculée à l'égard de nos régions. Or, on a tendance à ne plus parler des régions que lorsque surviennent des fermetures d'usines, des inondations et autres catastrophes.

Cette image, faut-il le rappeler, ne reflète en rien la réalité des régions du Québec qui présentent une grande diversité, que ce soit sur les plans culturel, social ou économique. Une récente étude du Conference Board du Canada rendue publique dernièrement par le Groupe de travail sur la complémentarité rurale-urbaine est d'ailleurs venue attester de la contribution des communautés rurales à l'économie québécoise. Ainsi, la part de leur apport au PIB a augmenté sur un horizon de 15 ans pour se chiffrer à plus de 47 milliards en 2006. C'est donc dire si les régions du Québec sont donc loin d'être le boulet que l'on veut nous laisser croire!

Pour la FQM, la présence de journalistes compétents, et dont le travail trouve une certaine résonance, est partie intégrante du projet d'occupation du territoire dont il faut se doter pour assurer à long terme un Québec prospère.

C'est pourquoi elle appuie SOS Radio-Canada dans ses démarches visant à préserver une présence médiatique dont les régions ne sauraient se passer pour assurer leur avenir.

Bernard Généreux
Président
Fédération Québécoise des Municipalités (FQM)